

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/M/2

26 septembre 1995

(95-2826)

Comité des pratiques antidumping

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 12 JUIN 1995

Président: M. Mohan Kumar (Inde)

1. Le Comité des pratiques antidumping a tenu sa première réunion ordinaire le 12 juin 1995.
2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

	<u>Page</u>
A. Observateurs: organisations internationales	2
B. Election du Vice-Président	2
C. Règlement intérieur	2
D. Notification de législations (article 18.5 et G/ADP/N/1 et Suppl.1 et addenda)	2
E. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping: modèle de présentation (ADP/122, G/ADP/M/1, paragraphe 53)	5
F. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping (G/ADP/N/2 et addenda)	7
G. Décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping: modèle de présentation (ADP/124, G/ADP/M/1, paragraphe 57)	8
H. Décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping: notifications (G/ADP/N/3)	9
I. Proposition de mise en distribution générale des notifications	9
J. Anticontournement	10
K. Elargissement de l'UE et application automatique de droits antidumping aux nouveaux membres de l'UE - Point soulevé par le Japon	11
L. Autres questions	15

A. Observateurs: organisations internationales

3. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 3 avril 1995, le Conseil du commerce des marchandises avait décidé qu'en attendant l'adoption des critères et conditions applicables au statut d'observateur des organisations internationales auprès de l'OMC, chaque organe subsidiaire déciderait quelles organisations intergouvernementales et internationales devraient être invitées à participer à sa prochaine réunion. Sur la base de consultations informelles, et en l'absence d'objections de la part des délégations, le FMI, l'OCDE, la CNUCED et la Banque mondiale avaient été invités à assister à cette réunion. Le Président a proposé que le Comité continue à procéder de la même manière et invite ces quatre organisations à participer en qualité d'observateurs à sa prochaine réunion. Par ailleurs, le Comité pourrait revenir sur cette question lorsque les critères à appliquer au statut d'observateur des organisations internationales et intergouvernementales auraient été établis.

4. Le Comité en a ainsi décidé.

B. Election du Vice-Président

5. Le Comité a élu M. John McNab (Canada) Vice-Président du Comité.

C. Règlement intérieur

6. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 21 février 1995, le Comité l'avait autorisé à engager des consultations informelles concernant le règlement intérieur du Comité, compte tenu du fait que d'autres comités étudiaient également cette question et qu'il serait souhaitable d'assurer une certaine cohérence entre les règlements intérieurs des divers comités placés sous les auspices du Conseil du commerce des marchandises. Il a fait observer que, bien que ce Conseil ait adopté les règlements intérieurs susmentionnés, ceux-ci n'avaient pas encore été approuvés par le Conseil général. Il pensait donc que le Comité ne devrait pas prendre de mesures à ce sujet avant que le Conseil général ait approuvé définitivement les règlements intérieurs relatifs au Conseil du commerce des marchandises. Il proposait par conséquent que le Comité l'autorise à poursuivre, selon qu'il serait nécessaire, des consultations informelles à propos du règlement intérieur du Comité, dans le but de préparer un projet de règlement intérieur qui serait présenté au Comité en temps opportun.

7. Le Comité en a ainsi décidé.

8. Le Président a proposé qu'entre-temps, le Comité procède comme le faisait habituellement le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round.

9. Le Comité en a ainsi décidé.

D. Notification de législations

10. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 21 février 1995, le Comité avait décidé que tous les Membres lui notifieraient au plus tard le 15 mars 1995 le texte intégral de toutes les lois et réglementations pertinentes concernant les droits antidumping. Si une telle législation et/ou de telles réglementations n'existaient pas, ou si les Membres n'étaient pas en mesure de notifier leur législation ou leurs réglementations, ils devaient expliquer au Comité pourquoi ils ne pouvaient pas présenter de notification. A ce jour, sur les 97 Membres et les 22 pays admis à devenir Membres originels, 45 avaient notifié le texte de leurs législations et réglementations, ou avaient expliqué pourquoi ils ne l'avaient pas encore fait, et, dans la plupart des cas, avaient indiqué quand ils pourraient procéder à une telle notification. Ces Membres étaient l'Argentine, l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, Chypre, la République tchèque, la République dominicaine,

El Salvador, l'Egypte, l'Union européenne, le Guatemala, le Honduras, Hong Kong, la Hongrie, l'Islande, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Corée, l'île Maurice, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, la Pologne, la Roumanie, la République slovaque, la Slovénie, Sri Lanka, la Suisse, la Thaïlande, Trinité-et-Tobago, la Turquie, les Etats-Unis, l'Uruguay, le Venezuela et la Zambie. Le Président a noté que le Japon, la Norvège et la Thaïlande, qui avaient indiqué qu'ils avaient une législation antidumping qui serait notifiée une fois qu'elle serait traduite, avaient effectivement communiqué leur législation au Secrétariat, qui distribuerait ces textes dès que possible.

11. Le Président a fait observer que des consultations informelles visant à établir le calendrier des réunions pour l'examen des législations notifiées et l'ordre dans lequel celles-ci seraient examinées avaient eu lieu durant le mois d'avril. En raison de la difficulté qu'il y avait à traduire les législations notifiées dans toutes les langues de travail de l'OMC et du retard avec lequel les Membres avaient présenté leurs notifications, lui-même et le Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires étaient arrivés à la conclusion que la première réunion extraordinaire pour l'examen des législations ne pourrait pas se tenir conjointement avec les premières réunions ordinaires des comités. Ils avaient donc proposé dans l'aérogamme WTO/AIR/78 du 10 mai 1995 de convoquer, aux fins de l'examen des législations, une réunion extraordinaire conjointe de ce comité et du Comité des subventions et des mesures compensatoires, qui débiterait le 17 juillet 1995 et se poursuivrait tout au long de la semaine, selon qu'il serait nécessaire. Il avait été prévu d'examiner à cette réunion les législations de l'Australie, du Chili, de la Corée, du Mexique, des Etats-Unis et du Venezuela. Ces législations seraient distribuées aux Membres dans toutes les langues de travail de l'OMC au plus tard le 16 juin 1995. Pour que la réunion se déroule de la manière la plus efficace possible, le Président a instamment prié les Membres de présenter leurs questions écrites sur les législations concernées au Membre dont la législation serait examinée, ainsi qu'au Secrétariat qui les distribuerait au Comité, au plus tard deux semaines avant la date de la réunion. Le Président a reconnu que ce calendrier était serré, mais il était persuadé que les questions écrites permettraient aux Membres dont les législations étaient soumises à examen de répondre le plus complètement possible aux questions des autres Membres, et permettraient au Comité d'employer son temps de manière optimale.

12. Le Président a donné la parole aux délégations pour qu'elles présentent leurs observations sur la notification des législations, notamment à propos de l'adéquation des notifications reçues à ce jour en ce qui concerne leur conformité à la décision prise par le Comité le 21 février, des ambiguïtés des notifications ou de toute autre question dont les délégations pourraient souhaiter débattre.

13. Le représentant de Hong Kong a remercié le Président pour son compte rendu de la situation. Il a rappelé qu'il avait souligné, à la première réunion extraordinaire du Comité, que l'une des priorités de celui-ci était de procéder à un examen complet des législations nationales en matière de lutte contre le dumping. Il s'est montré également favorable à l'idée que les législations devraient être disponibles dans les trois langues de travail de l'OMC avant d'être examinées par le Comité, et a dit combien il appréciait les efforts et les ressources additionnelles que le Secrétariat avait fournis pour la traduction des textes législatifs. Il a salué les efforts des Membres qui avaient déjà notifié leur législation et leurs réglementations au Comité. Toutefois, il regrettait également que certains Membres n'aient pas encore été en mesure de le faire et espérait que les Membres feraient de leur mieux pour que les travaux du Comité soient couronnés de succès, en présentant les notifications demandées aux fins de l'examen.

14. Le représentant de la Corée a prié le Président d'indiquer le calendrier exact prévu pour l'examen des législations de pays déterminés et a demandé si des consultations informelles seraient menées avec les pays concernés.

15. Le Président a rappelé qu'à la réunion prévue pour la semaine du 17 juillet, les Membres dont la législation serait discutée étaient l'Australie, le Chili, la Corée, le Mexique, les Etats-Unis et le

Venezuela. Il était convaincu de l'inutilité d'établir à cet instant un calendrier précis et a dit que le calendrier des examens ultérieurs serait fixé après cette réunion.

16. Le représentant de la Corée a renouvelé la question de savoir s'il y avait une date d'examen précise pour un pays en particulier.

17. Les représentants du Japon, des Etats-Unis, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande ont tous présenté des observations sur la programmation des examens des législations et sur la nécessité d'établir rapidement un calendrier pour la deuxième réunion.

18. Le représentant des Etats-Unis a fait remarquer qu'il était important que les Membres reçoivent les questions écrites deux semaines avant la réunion si des réponses étaient prévues. Il a noté que le traitement de ces questions serait plus facile si elles pouvaient non seulement être communiquées directement au Secrétariat pour distribution, mais aussi être transmises directement à la délégation dont la législation était concernée, cela afin de faciliter la transmission des questions pour étude au gouvernement concerné. Il a fait observer que, bien qu'il soit pratique de faire coïncider ces réunions avec celles du Comité, étant donné le nombre élevé de notifications, la phase initiale des examens s'étendrait sur plusieurs années avec un tel calendrier.

19. Le Président a pris note de toutes les observations présentées par les délégations et a indiqué qu'elles seraient prises en considération lors des consultations informelles qui se poursuivraient au sujet de la planification du calendrier. Il a souligné que les noms des pays qui feraient l'objet d'un examen lors de la deuxième réunion étaient connus et qu'il s'agissait de l'Argentine, du Brésil, du Canada, de l'Union européenne, de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande.

20. Le Président a fait observer que c'était là une occasion pour le Comité d'examiner ce qui avait été accompli jusqu'ici en matière de notification de législations. Il convenait de noter que la majorité des Membres de l'OMC connus pour appliquer des mesures antidumping avaient notifié leur législation au Comité. En fait, ils avaient, pour la plupart, respecté le délai du 15 mars fixé à titre indicatif pour le Comité. Par contre, 74 Membres des pays admis à devenir Membres originels n'avaient pas encore notifié au Comité l'état de leur législation. Si ces Membres n'avaient pas de législation pertinente, il devrait leur être assez facile de le notifier au Comité. S'ils avaient une législation antidumping, le Président a insisté sur le fait qu'il était important qu'elle soit notifiée ou, si elle ne pouvait pas l'être dans l'immédiat, que le Comité soit au moins informé de la date indicative à laquelle une telle notification interviendrait. Le Président a instamment demandé aux Membres qui n'avaient pas encore notifié leur législation et/ou leurs réglementations de le faire le plus rapidement possible et, s'ils étaient dans l'impossibilité de le faire, d'en indiquer la raison au Comité et de donner la date indicative à laquelle une telle notification serait possible.

21. Le Président a rappelé que la notification des législations était d'une importance cruciale car elle permettait au Comité de mener à bien ses fonctions dans le cadre de l'Accord. Il a rappelé aux Membres que l'Accord n'imposait pas de législation antidumping, mais que si un Membre avait une telle législation et qu'elle était applicable aux enquêtes et aux réexamens visés par l'Accord de l'OMC, cette législation devait être conforme à l'Accord et être notifiée à ce Comité.

22. Le Comité a pris note des observations présentées par les délégations et des remarques du Président à cet égard.

E. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping: modèle de présentation

23. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 21 février 1995, le Comité avait adopté les lignes directrices concernant les rapports semestriels contenues dans le document ADP/122 et était convenu de poursuivre la discussion de ces lignes directrices. Il avait été proposé lors de cette réunion que le Comité réexamine la question de la présentation des rapports à la lumière du nouvel Accord, qui pourrait imposer des prescriptions différentes ou additionnelles. Aucun Membre n'avait présenté de suggestion particulière concernant ces prescriptions. Le Président a fait observer qu'il portait cette question à l'attention du Comité afin de vérifier si les Membres souhaitaient en fait réexaminer à ce stade la question de la présentation des rapports semestriels. Il a donné la parole aux délégations.

24. Le représentant de l'Australie a rappelé au Comité que cette question avait été discutée au sein du Comité des subventions. L'Australie avait indiqué qu'un certain nombre de points relatifs au modèle de présentation des rapports établi dans le cadre de ce Comité seraient également applicables à la présentation des rapports sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping. Il s'est demandé si ces points seraient réexaminés ici ou s'il était plus probable que le modèle de présentation soit d'abord révisé dans le Comité des subventions et ensuite reporté dans le contexte des mesures antidumping.

25. Le représentant de Hong Kong a remercié le représentant de l'Australie d'avoir rappelé les délibérations qui avaient eu lieu dans le Comité des subventions. Il a fait observer qu'il avait pris la parole à ce sujet lors de la dernière réunion, car Hong Kong estimait qu'il pouvait être nécessaire de réexaminer, dans le contexte de l'Accord de l'OMC, ce modèle de présentation qui avait été établi d'un commun accord dans le Comité du Tokyo Round. L'un des sujets de préoccupation de son pays était que les examens soient exclus des rapports. De l'avis de Hong Kong, il était très important que les Membres reçoivent des informations sur les examens pour pouvoir contrôler toutes les affaires. Il a noté que durant les discussions informelles du Comité des subventions, il avait été proposé de résoudre partiellement cette question en incorporant les examens engagés après le 1er janvier 1995, c'est-à-dire ceux qui étaient visés par l'Accord de l'OMC. Il semblait se dégager des débats du Comité des subventions un consensus au sujet de cette proposition. L'intervenant a demandé si le Comité envisagerait d'adapter à cet égard le modèle de présentation des rapports sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping, de manière à inclure les examens entrepris après le 1er janvier 1995. Toutefois, il a fait clairement comprendre que Hong Kong n'était pas entièrement satisfaite de cette proposition car elle ne réglait pas tous les sujets de préoccupation. Néanmoins, dans le but de faciliter la tâche du Comité, et compte tenu des avis des autres délégations, Hong Kong serait heureuse d'appuyer cette proposition si elle était faite dans ce Comité.

26. Le représentant du Canada est revenu sur la question soulevée par le représentant de l'Australie, faisant observer que du point de vue de son pays, il serait souhaitable que tout modèle de présentation adopté pour les rapports semestriels dans un comité, que ce soit le Comité des subventions ou ce Comité, soit également dans la mesure du possible adopté dans l'autre comité. Il a relevé que, les membres des deux comités étant essentiellement les mêmes, il n'était pas nécessaire de mener des débats similaires dans les deux comités, ce qui constituerait un chevauchement des travaux. Il a demandé avec insistance que les conclusions et les accords auxquels un comité parvenait soient adoptés par l'autre, sauf si une raison majeure justifiait des modèles de présentation différents.

27. Le Président a noté qu'il avait connaissance des délibérations du Comité des subventions et a suggéré que le Comité adopte la décision du Groupe informel qui étudiait le modèle de présentation des rapports semestriels au sein du Comité des subventions. Il a proposé que le texte concernant le modèle de présentation des rapports sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping c'est-à-dire le paragraphe 19 du document ADP/122 soit modifié comme suit:

" Afin d'améliorer encore la transparence des enquêtes antidumping, les renseignements devront être fournis sur toutes les affaires en suspens à la fin de la période de notification, même si aucune mesure n'a été prise durant la période couverte par le rapport."

Le Président a déclaré que le paragraphe 19 serait interprété comme s'appliquant aux cas visés par l'Accord de l'OMC.

28. Le représentant de l'Australie a fait observer que la proposition du Président était acceptable pour son pays. Il se demandait cependant si le Comité réexaminerait maintenant le modèle de présentation dans son ensemble ou s'il était proposé qu'il modifie le document ADP/122 de manière limitée. Il a fait remarquer, par exemple, que le modèle de présentation prévu par le Code du Tokyo Round comportait une omission, à savoir qu'il ne contenait aucune disposition explicite sur la confidentialité. De l'avis de l'Australie, la question de la confidentialité concernait les colonnes 4 à 6 des modèles de présentation des rapports semestriels, tant pour les décisions prises en matière de lutte contre le dumping que pour les mesures compensatoires. Dans certains cas, les marges et les droits prélevés pouvaient être confidentiels et le modèle de présentation actuel n'était pas clair en matière de confidentialité. Cette question se posait aussi bien pour le modèle de présentation des rapports semestriels que pour les lignes directrices concernant les renseignements minimaux à fournir dans les rapports sur les décisions préliminaires et finales. Toutefois, s'agissant des lignes directrices, le compte rendu du Comité établi lors de leur adoption montrait clairement que la confidentialité serait respectée. Du point de vue de l'Australie, il était important que soit clair le fait que des renseignements confidentiels n'étaient requis pour aucun des titres du modèle de présentation.

29. Le représentant de l'Australie a ensuite demandé quel serait le statut du document ADP/122 une fois qu'il serait modifié. Ce document avait été adopté par le Comité du Code du Tokyo Round plutôt que par le Comité de l'OMC et l'Australie préférerait qu'un modèle de présentation incorporant des dispositions relatives à la confidentialité soit adopté par le Comité de l'OMC. Il a fait observer que son pays avait soulevé d'autres questions concernant le modèle de présentation des rapports semestriels dans le Comité des subventions. Il s'agissait, entre autres, de savoir comment il faudrait faire rapport des conclusions préliminaires négatives. L'Australie notifiait ces conclusions sous le titre "Mesures provisoires", ce qui avait été une source de confusions dans le passé. Elle en avait expliqué les raisons au Comité du Tokyo Round, notant qu'une décision préliminaire négative prise par l'Administration des douanes australienne pouvait être réexaminée par l'Autorité antidumping australienne. De tels réexamens étaient fréquemment demandés et, en conséquence, les conclusions préliminaires négatives n'avaient pas un caractère final. Le représentant de l'Australie s'est demandé si le Comité souhaitait aborder ce genre de question ou s'il préférerait laisser le Comité des subventions en débattre.

30. Le Président a fait remarquer qu'il n'avait pas été dans son intention de pousser le Comité à prendre une décision sans en connaître toute la portée. Le représentant de l'Australie avait soulevé un certain nombre de points importants qui méritaient d'être pris en considération. L'intervenant a relevé que la question des renseignements confidentiels avait été discutée au Comité des subventions. Sur la base de ces discussions, il serait possible d'ajouter un nouveau paragraphe 21 au document ADP/122 comme suit: "Aucune disposition dans ce modèle de présentation n'impose la notification de renseignements confidentiels, y compris de renseignements commerciaux confidentiels". Toutefois, le Président a dit que le mieux serait de mener des consultations informelles en coordination avec les travaux du Comité des subventions. Le Comité pourrait revenir sur cette question et prendre une décision à une date ultérieure.

31. Le représentant de Hong Kong a déclaré que les propositions du Président ne posaient aucun problème pour son pays. Il a souligné qu'il serait souhaitable que les modèles de présentation des rapports semestriels sur les mesures antidumping et compensatoires soient aussi similaires que possible.

Il était conscient qu'il était nécessaire de réexaminer le modèle de présentation à la lumière des nouvelles obligations qui découlaient de l'Accord de l'OMC, mais n'envisageait pas de renégocier l'intégralité du modèle de présentation que le Comité du Tokyo Round avait adopté, dans les domaines qui entraînaient exactement les mêmes obligations dans le cadre de l'Accord de l'OMC.

32. Le Président a rappelé au Comité qu'il avait adopté le document ADP/122 à la dernière réunion, le 21 février 1995. Il a proposé au Comité de revenir sur la question de la modification du modèle de présentation à une réunion ultérieure.

33. Le Comité en a ainsi décidé.

F. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping

34. Le Président a rappelé qu'il avait été distribué aux Membres le document G/ADP/N/2 du 30 janvier 1995, qui leur demandait de présenter les rapports semestriels couvrant le second semestre de 1994. L'Autriche, le Costa Rica, la République tchèque, la République dominicaine, l'Égypte, El Salvador, la Finlande, le Guatemala, le Honduras, Hong Kong, la Hongrie, l'Indonésie, la Malaisie, Malte, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, la Pologne, la Roumanie, la République slovaque, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et Trinité-et-Tobago avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pris aucune mesure pendant cette période. Aucun rapport n'avait été reçu des Membres suivants: Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Gabon, Ghana, Guinée-Bissau, Guyana, Islande, Israël, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Macao, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, île Maurice, Maroc, Myanmar, Namibie, Nigéria, Pakistan, Philippines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Afrique du Sud, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Uruguay, Zambie et Zimbabwe.

35. Le Président a rappelé que comme par le passé, le Secrétariat distribuerait au plus tard le 1er juillet un addendum au document G/ADP/N/2 indiquant où en étaient les notifications et contenant une liste des Membres qui n'y avaient pas encore procédé. Les Membres en question pourraient éviter de figurer sur une telle liste en présentant une notification avant la date susmentionnée. A cet égard, le Président a fait observer que la plupart des Membres qui figuraient sur la liste de ceux qui n'avaient pas présenté de rapport n'avaient probablement pris aucune décision. Dans ce cas, tout ce qui leur était demandé était de présenter à cet effet une notification d'une seule phrase.

36. Le Président a observé que sur les 17 rapports relatifs aux décisions qui étaient parvenus au Comité, tous sauf quatre avaient été distribués aux Membres dans les trois langues de travail. Les rapports du Brésil, de l'Inde et des États-Unis n'avaient pas encore été traduits mais avaient été distribués au moins en anglais. Le rapport du Mexique n'était parvenu au Secrétariat que dans le courant de la semaine précédente et, n'ayant pas encore été transmis aux Membres, il ne pouvait pas être examiné à cette réunion. Le Président a souligné qu'il était regrettable que des rapports ne soient pas été présentés ou soient présentés avec du retard. En particulier, si un Membre ne notifiait ni sa législation ni les décisions qu'il avait prises, le Comité était dans l'incapacité totale de déterminer si ce Membre observait les obligations qui découlaient de l'Accord.

37. Le Président a observé que les décisions prises en matière de lutte contre le dumping pendant le second semestre de 1994 relevaient manifestement des prescriptions de l'Accord du Tokyo Round. Les rapports semestriels couvrant cette période devaient être présentés à ce Comité, en vertu de la décision prise par celui-ci à la réunion du 21 février 1995 et aux fins de la transparence. Ces rapports figuraient par conséquent à l'ordre du jour de cette réunion, pour examen. Le Président a toutefois rappelé aux Membres que le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round se réunirait plus tard dans la journée. Il serait peut-être plus approprié de débattre des décisions prises durant le second

semestre de 1994 dans le cadre de cet organe. Compte tenu de ce fait, le Président a demandé si les délégations souhaitaient discuter d'une notification en particulier.

38. Le représentant des Communautés européennes a souscrit aux observations du Président concernant le fait que les rapports sur les mesures prises en matière de lutte contre le dumping devaient être présentés en temps voulu. Il était très important que ces rapports soient reçus suffisamment à l'avance pour pouvoir être examinés pendant les réunions du Comité.

39. L'intervenant a soulevé ensuite plusieurs points concernant le rapport de l'Argentine. Aucune marge de dumping n'était spécifiée pour certaines décisions mentionnées dans le rapport et, à la colonne 14, les bases de la détermination étaient indiquées sous forme d'initiales. Dans le texte anglais, les lettres utilisées n'étaient pas conformes au modèle de présentation spécifié. Peut-être en était-il différemment dans le texte espagnol.

40. Le représentant de l'Argentine s'est excusé de la confusion. Il a fait remarquer qu'il s'agissait de la première notification de l'Argentine et qu'une erreur était possible. S'agissant de l'Espagne, le représentant de la CE avait noté avec justesse que la marge de dumping n'était pas indiquée. L'intervenant a observé qu'il communiquerait le renseignement au représentant de l'Espagne.

41. Aucune autre délégation ne désirant prendre la parole, le Comité a pris note des déclarations.

G. Décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping: modèle de présentation

42. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 21 février, le Comité avait adopté les lignes directrices adoptées par le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round et contenues dans le document ADP/124 concernant les renseignements minimaux à fournir dans les notifications des décisions préliminaires ou finales en matière de lutte contre le dumping. Il avait été suggéré lors de cette réunion que le Comité pourrait examiner ce document et, si besoin est, le modifier ou le réviser pour qu'il y soit tenu compte de toutes modifications que pourrait entraîner le nouvel Accord. Il avait été également proposé que le Comité pourrait, si possible, convenir d'un modèle de présentation pour ces notifications. Aucun Membre n'avait présenté de suggestion particulière concernant les modifications ou les révisions du document ADP/124 et aucune proposition n'avait été faite sur le modèle de présentation de ces notifications. Le Président a observé qu'il portait cette question à l'attention du Comité simplement pour vérifier si des Membres souhaitaient en fait réexaminer les lignes directrices concernant les renseignements minimaux ou étudier un modèle de présentation qui pourrait être appliqué aux rapports sur les décisions préliminaires et finales, et a donné la parole aux délégations.

43. Le représentant du Brésil a approuvé l'analyse faite par le Président des débats qui s'étaient déroulés à la dernière réunion du Comité. Il a observé que son pays avait effectivement suggéré qu'il soit convenu d'un modèle de présentation pour ces notifications. Il a précisé toutefois que l'idée du Brésil n'était pas d'établir un modèle différent de celui qui était déjà spécifié dans le document ADP/124. Il a reconnu que le titre de ce document se référait à des "renseignements minimaux à fournir" mais a indiqué qu'en les énumérant, le Comité avait essentiellement défini un modèle de présentation. Il a noté qu'il avait discuté de cette question avec un certain nombre de délégations et a reconnu qu'il serait difficile pour certaines d'approuver un modèle de présentation, étant donné qu'elles appliquaient depuis quelque temps leur propre modèle, en notifiant dans l'une des langues de travail de l'OMC le texte de leurs arrêtés. Il n'a pas insisté sur la nécessité d'adopter le document ADP/124 comme modèle de présentation qui serait imposé à toutes les délégations. Néanmoins, il a à nouveau suggéré que les notifications suivent au moins l'ordre des renseignements demandés dans le document ADP/124, chaque fois que cela serait possible. A son avis, cette démarche améliorerait considérablement la transparence des notifications et serait profitable au Comité.

44. Aucune autre délégation n'ayant demandé à prendre la parole, le Président a proposé que le Comité prenne note des déclarations et revienne sur cette question à une date ultérieure, si tel était le désir des délégations.

45. Le Comité en a ainsi décidé.

H. Décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping: notifications

46. Le Président a observé qu'une liste des notifications des décisions préliminaires et finales prises en matière de lutte contre le dumping reçues par le Comité avait été distribuée à celui-ci (document G/ADP/N/3). Des exemplaires des notifications officielles présentées par l'Australie, le Canada, les Communautés européennes, la Nouvelle-Zélande, Singapour et les Etats-Unis avaient été transmis au Secrétariat pour examen. Depuis lors, d'autres notifications avaient été reçues de l'Australie, de la Communauté européenne, de la Corée et des Etats-Unis. Un document recensant ces notifications serait sous peu distribué. Le Président a rappelé aux Membres qu'en application de la décision prise par le Comité le 21 février 1995, toutes les décisions préliminaires et finales prises après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC devraient être notifiées à ce Comité. Les Membres pourraient indiquer dans leurs rapports si, à leur avis, les décisions étaient prises au titre de l'Accord du Tokyo Round ou de l'Accord du Cycle d'Uruguay. Certains Membres le faisaient, d'autres non. Dans la mesure où une décision notifiée était prise en application de l'Accord du Tokyo Round, le Président a observé qu'il serait peut-être plus approprié d'en débattre à la réunion du Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round, qui se tiendrait plus tard dans la journée.

47. Aucune délégation n'ayant demandé à prendre la parole, le Comité a pris note de la déclaration du Président.

I. Proposition de mise en distribution générale des notifications

48. Le Président a rappelé que le Comité était convenu à sa réunion du 21 février 1995 que les notifications des législations et des réglementations au titre de l'article 18.5 de l'Accord seraient mises en distribution générale. Il avait été également proposé que le Comité pourrait examiner si d'autres catégories de notifications devraient être mises en distribution générale. Cette question faisait également l'objet de discussions horizontales au sein de l'OMC. Le Président a proposé que le Comité diffère toute décision sur le traitement des notifications qui lui étaient présentées jusqu'à ce que la même question, mais de portée plus large, ait été résolue au niveau horizontal. Il a toutefois instamment demandé aux Membres de ne pas perdre de vue la question de savoir si les notifications à ce Comité devraient être traitées comme des documents mis en distribution générale, dans le contexte des discussions horizontales de portée plus large.

49. Le représentant des Etats-Unis a observé que les notifications reçues au Comité étaient essentiellement une compilation de renseignements qui avaient un caractère public et que ces documents ne traitaient d'aucun sujet délicat. De l'avis de son pays, il ne semblait pas logique de considérer comme des documents à diffusion restreinte des textes qui apparemment n'abordaient aucun domaine délicat. L'intervenant a proposé que le Comité prenne une décision maintenant sur la mise en distribution générale.

50. Le Président croyait comprendre que les Etats-Unis proposaient que le Comité mette en distribution générale les rapports semestriels et les rapports sur les décisions préliminaires et finales prises en matière de lutte contre le dumping lorsqu'ils seraient notifiés au Comité.

51. Le représentant de l'Argentine a noté que cette question avait déjà été discutée par certaines délégations et, bien que la proposition des Etats-Unis n'ait donné lieu à aucune objection de fond, le

sentiment général était que le traitement des documents et d'autres instruments au sein de l'OMC devrait être discuté au niveau horizontal.

52. Le représentant de la Norvège a appuyé la proposition du Président de reporter l'examen de la question, étant donné que des discussions horizontales étaient en cours, mais a indiqué que son pays soutenait sur le fond la proposition des Etats-Unis.

53. Le représentant du Canada était conscient que la décision de mettre ou non les documents en distribution générale devait être prise de manière ordonnée. Toutefois la proposition des Etats-Unis n'allait pas à l'encontre de cet objectif. L'intervenant a instamment prié le Comité, à la fois dans l'intérêt de la transparence et afin d'éviter les retards administratifs, de considérer ces rapports comme étant mis en distribution générale. Il a fait remarquer que cela n'entravait en aucune façon les discussions qui auraient lieu ultérieurement à propos d'autres documents, sujet qui était bien plus complexe et qui nécessiterait probablement des discussions plus générales.

54. Le représentant des Communautés européennes a fait observer que celles-ci étaient d'accord avec les Etats-Unis sur le fait qu'une grande partie des renseignements avaient un caractère public. Néanmoins, il jugeait qu'il était plus prudent d'attendre la fin des consultations horizontales pour prendre une décision.

55. Le représentant de l'Australie croyait comprendre que les délégations étaient officiellement convenues de laisser de côté cette question jusqu'à la fin des discussions horizontales. A son avis, les difficultés rencontrées au niveau horizontal concernaient davantage le règlement des différends que des renseignements tels que les rapports dont il était question ici. Il a par ailleurs observé que les rapports semestriels étaient assez régulièrement mis en distribution générale et qu'il n'y avait pas de mal à faire avancer ce processus.

56. Le représentant du Mexique a appuyé la proposition du Président préconisant que le Comité diffère sa décision sur cette question. Bien qu'en principe, son pays ne voie aucune objection de fond à la suggestion des Etats-Unis, il était d'avis qu'il serait plus efficace de traiter la question de la mise des documents en distribution générale au cours des discussions horizontales.

57. Le représentant du Japon a approuvé la proposition que le Comité reporte sa décision sur la question jusqu'à la fin des discussions horizontales.

58. Le Président a observé qu'il n'y avait pas de désaccord de fond sur la proposition des Etats-Unis, mais que les délégations semblaient enclines à attendre les résultats des discussions menées à un niveau horizontal sur la question de la mise en distribution générale. Il a proposé que le Comité prenne note des déclarations et revienne sur la question à une date ultérieure.

59. Le Comité en a ainsi décidé.

J. Anticontournement

60. Le Président a rappelé que la Décision ministérielle du 15 décembre 1993 sur l'anticonournement notait que les négociateurs n'avaient pas été en mesure de s'entendre sur un texte précis traitant du problème de l'anticonournement, qu'il reconnaissait le fait qu'il était souhaitable d'appliquer des règles uniformes dans ce domaine aussitôt que possible et qu'il portait cette question devant le Comité pour règlement. Aucun Membre n'avait présenté de proposition sur la meilleure manière pour le Comité de s'acquitter de la tâche dont l'avaient chargé les Ministres et le Président même n'avait en cet instant aucune suggestion particulière concernant cette question. Il a cependant instamment demandé aux

Membres de réfléchir à cet effet pour permettre au Comité de revenir ultérieurement sur la question et de l'examiner de manière plus substantielle.

61. Le représentant du Canada a noté que l'anticonournement avait été une question cruciale pour son pays lors des négociations commerciales multilatérales. Il était certain que le Canada était déçu du résultat final car les dispositions spécifiques qui avaient été négociées avaient été supprimées du texte final du Cycle d'Uruguay relatif aux mesures antidumping. Bien que le Canada n'ait pas encore proposé une manière précise qui permettrait au Comité de faire avancer cette question, l'intervenant a estimé qu'il était important que le Comité prenne des mesures avec de l'avance plutôt qu'avec du retard. Il a noté que son pays souhaiterait participer à toute activité du Comité en la matière. Il prévoyait que le Comité devrait peut-être créer un groupe de travail. Il s'est demandé si cette question pourrait réellement être étudiée dans le cadre plus large du Comité et a émis l'idée qu'il serait peut-être nécessaire de la traiter dans un cadre plus restreint, étant donné le caractère technique du sujet.

62. Il a ensuite proposé que le Président mène des consultations informelles sur la manière dont le Comité pourrait faire progresser cette question, faute de quoi, la réunion ordinaire d'octobre risquait de s'achever sans que des progrès aient été observés en la matière. Il a exprimé le souhait que quelque chose soit entrepris entre cet instant et la date de la prochaine réunion, qui aboutirait à un accord sur la manière dont le Comité pourrait faire avancer cette question. La meilleure façon d'y parvenir serait peut-être de recourir aux bons offices du Président.

63. L'intervenant a appelé l'attention du Comité sur les travaux du Comité technique des règles d'origine qui étaient menés sous les auspices de l'OMD, et a noté que le Comité technique avait été chargé d'harmoniser les règles d'origine concernant tous les instruments de politique commerciale non préférentiels, y compris les mesures antidumping. Il serait juste de dire que les travaux de ce comité technique, et à terme toute décision susceptible d'être prise par le Comité des règles d'origine de l'OMC sur la base de ces travaux, auraient des incidences sur la question de l'anticonournement dans son ensemble et sur l'application des règles relatives au contournement. Cependant, étant donné le mandat ministériel, les questions touchant à l'anticonournement devraient être discutées et décidées dans ce Comité. L'intervenant a rappelé qu'il était important que le Comité commence ces travaux avec de l'avance plutôt qu'avec du retard et parvienne à un accord sur la meilleure façon de le faire.

64. Observant qu'aucune autre délégation ne souhaitait prendre la parole, le Président a proposé que le Comité prenne note de la déclaration. Il a indiqué son désir de mener des consultations informelles sur la question et a suggéré que le Comité revienne sur ce sujet à une réunion ultérieure.

65. Le Comité en a ainsi décidé.

K. Elargissement de l'UE et application automatique de droits antidumping aux nouveaux membres de l'UE

66. Le Président a rappelé aux Membres que, comme indiqué dans l'aérogramme WTO/AIR/95, cette question avait été mise à l'ordre du jour à la demande de la délégation du Japon et a donné la parole à celle-ci.

67. Le représentant du Japon a observé qu'étant donné l'élargissement de l'UE, les droits antidumping avaient été automatiquement appliqués aux importations à destination des nouveaux Etats membres, sans que les enquêtes requises aient été menées. Le Japon jugeait cette mesure incompatible avec l'article VI du GATT et l'article premier de l'Accord antidumping. Il demandait énergiquement à l'UE de procéder à de nouvelles enquêtes ou de rendre compte de la nature des importations à destination des nouveaux Etats membres. Il demandait également à l'UE de donner des explications sur cette question.

68. Le représentant des Communautés européennes a observé que l'élargissement de l'UE avait pris effet le 1er janvier de cette année. C'était un fait que l'application d'un droit extérieur unifié était nécessaire pour le fonctionnement de l'Union douanière. En conséquence, la législation intérieure de la Communauté disposait que les droits antidumping appliqués à la Communauté des 12 devaient l'être à la Communauté des 15. Par contre, les droits antidumping imposés par les trois nouveaux Etats membres avaient été supprimés et n'étaient plus en application. Aux yeux de la Communauté, l'élargissement de celle-ci et l'application des droits antidumping aux trois nouveaux Etats membres étaient davantage un point de fait qu'un point de droit. La Communauté était en désaccord avec la délégation du Japon sur le fait qu'aucune enquête n'avait été menée. En réalité, il avait été procédé à une enquête au moment de l'enquête initiale. A l'heure actuelle, en raison de l'élargissement du territoire de la Communauté, les droits étaient appliqués aux 15 Etats membres. A cet égard, la situation était analogue à celle des exportateurs qui entreprenaient des activités commerciales sur le marché de la Communauté ou à celle des producteurs qui se joignaient aux activités industrielles communautaires, après que les droits avaient été imposés. La législation de la Communauté prévoyait, pour ce genre de situation, un réexamen fondé sur un changement des circonstances, au titre de l'article 11:3.

69. L'intervenant a noté ensuite qu'à la date à laquelle l'élargissement de la Communauté avait pris effet, la Communauté avait examiné toutes les manières possibles de traiter la question et avait opté pour l'approche la plus pragmatique. En février 1995, un avis avait été publié au Journal officiel de la Communauté, invitant toutes les parties intéressées à demander un réexamen sur la base d'un changement des circonstances, compte tenu du fait que ce changement était l'élargissement de la Communauté. Celle-ci était prête à entreprendre un réexamen pour toute partie qui le demandait. L'intervenant a souligné qu'à ce jour, aucun exportateur n'avait présenté de demande en ce sens.

70. Il a ensuite discuté de la manière dont la Communauté procéderait à ces réexamens si une demande était présentée à cet effet. La Communauté ferait clairement preuve de souplesse quant à l'engagement de la procédure et les éléments de preuve requis seraient normalement assez limités. Il pourrait s'agir, par exemple, d'une simple preuve établissant que des ventes avaient été effectuées aux trois nouveaux Etats membres au moment de l'enquête initiale. L'exportateur pourrait opter pour un réexamen complet portant sur l'existence du dumping et du dommage ou pour une procédure limitée à un réexamen de la marge de dumping fondé sur les renseignements fournis à propos des ventes à l'exportation aux trois nouveaux Etats membres. La Communauté estimait que de cette manière, la charge imposée aux exportateurs était limitée. L'intervenant a fait observer qu'un certain nombre de discussions bilatérales avaient eu lieu avec la délégation japonaise sur ce point et que d'autres délégations avaient également exprimé leurs inquiétudes. Il a assuré le Comité que la Communauté discuterait bilatéralement de ce sujet avec toute délégation qui le souhaiterait.

71. Le représentant de Hong Kong a remercié la délégation du Japon d'avoir demandé que cette question soit mise à l'ordre du jour, car son pays partageait les mêmes préoccupations et souhaitait qu'il en soit pris note à cette réunion. De l'avis de Hong Kong, l'application automatique des mesures antidumping existantes aux nouveaux Etats membres dès leur accession à la Communauté était incompatible avec l'article VI du GATT et avec l'Accord antidumping de l'OMC. Le paragraphe 1 de l'article VI du GATT disposait que le dumping était condamnable s'il causait ou menaçait de causer un dommage important à une branche de production nationale ou s'il retardait de façon importante la création d'une branche de production nationale. Le paragraphe 6 prévoyait que des droits antidumping ne pouvaient être perçus à moins que le pays importateur ne détermine que l'effet du dumping causait ou menaçait de causer un dommage important à une branche de production nationale établie ou était tel qu'il retardait de façon importante la création d'une branche de production nationale.

72. L'intervenant a observé que lors de l'accession de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'UE, les prix à l'exportation des produits importés dans l'UE élargie pourraient avoir changé. Le marché et la branche de production nationale de l'UE élargie étaient différents. L'intervenant a déploré

que ni l'UE ni les pays accédants n'aient tenté de déterminer si le dumping existait encore, s'il causait un dommage à la branche de production nationale et s'il y avait un lien de causalité dans l'UE élargie, avant que celle-ci ne commence à percevoir des droits antidumping sur les produits importés en Autriche, en Finlande et en Suède. Le fait que l'UE ou les pays accédants n'avaient pas procédé aux déterminations requises constituait une violation flagrante de l'article VI. L'Accord antidumping de l'OMC contenait des instructions claires sur la mise en oeuvre de l'article VI. L'application automatique par l'UE des droits antidumping aux trois nouveaux Etats membres sans avoir prouvé l'existence du dumping, du dommage et du lien de causalité était pour Hong Kong incompatible avec le Code. Même en vertu de la législation antidumping de l'UE, si l'on se référait aux articles 11 1) et 12 2) b), les droits antidumping ne pourraient être imposés qu'aux importations qui faisaient l'objet d'un dumping et qui causaient un dommage à la branche de production de la Communauté.

73. L'intervenant a observé que Hong Kong ne pouvait pas, pour les raisons susvisées, être d'accord avec l'UE sur le fait que la question portée devant le Comité n'était pas un point de droit. Il a ajouté que l'introduction d'une dérogation par l'UE visant à réexaminer les droits antidumping avant la fin du délai normal d'un an ne pourrait pas répondre aux préoccupations de Hong Kong car elles ne résolveraient pas l'objection élevée contre l'application automatique des droits antidumping. En outre, il était injuste d'imposer aux exportateurs, qui étaient déjà victimes de mesures antidumping, la responsabilité de demander un réexamen. Troisièmement, il était aussi difficile pour les producteurs ou les exportateurs d'obtenir les renseignements nécessaires sur les trois nouveaux Etats membres afin de prouver que les mesures antidumping auraient été différentes si les informations concernant ces trois pays avaient été incluses. Enfin, l'application des mesures antidumping aurait un effet de distorsion sur les échanges que la dérogation ne pourrait pas supprimer.

74. L'intervenant a déclaré que de l'avis de Hong Kong, le Groupe de travail de l'élargissement de l'UE créé dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises ne pourrait pas, aux termes de son mandat, déterminer si un droit ou un règlement existant ou introduit lors de l'élargissement était compatible avec toutes les dispositions de l'Accord de l'OMC. Hong Kong estimait que le Comité était une enceinte appropriée pour débattre des mesures antidumping. Le Comité devrait examiner ces questions non seulement du point de vue des contradictions avec le GATT et l'Accord antidumping, mais aussi du point de vue des incidences sur les futurs élargissements. Hong Kong demandait instamment aux Membres et au Comité d'étudier minutieusement ce cas et d'en évaluer les effets potentiels. L'intervenant a également instamment demandé au Comité de décider de la manière dont il pourrait procéder à un examen effectif de cette question.

75. Le représentant des Etats-Unis a souscrit aux observations du Japon et de Hong Kong selon lesquelles la nature des mesures prises par l'UE était incompatible avec l'article VI. Il a ajouté par ailleurs que l'article 4:3 du Code du Tokyo Round traitait spécifiquement de la question de l'intégration des marchés, en disposant ce qui suit: "Lorsque deux ou plusieurs pays sont parvenus ... à un degré d'intégration tel qu'ils présentent les caractéristiques d'un marché unique, unifié, la branche de production de l'ensemble de la zone d'intégration sera considérée comme constituant la branche de production visée au paragraphe 1", c'est-à-dire aux fins de la détermination de l'existence du dommage et du dumping. Outre cette préoccupation générale concernant la nature des mesures, les Etats-Unis avaient un sujet d'inquiétude plus précis que ni le Japon ni Hong Kong n'avaient évoqué, et qui était l'extension d'une mesure, dans le cadre d'une enquête en cours, après l'accession des trois nouveaux Etats membres intervenue le 1er janvier. Les Etats-Unis étaient confrontés à cette situation dans le cas du carbonate de sodium anhydre (soude du commerce). L'affaire avait été engagée en août 1993 et la détermination préliminaire n'avait été effectuée qu'en avril 1995. Pourtant l'UE n'avait pas tenté de revenir en arrière et d'étudier la branche de production par rapport à l'UE des 15. L'intervenant a fait remarquer que cette situation était particulièrement anormale. L'UE aurait pu revenir en arrière, recueillir des données supplémentaires et procéder à l'analyse appropriée du dommage et du dumping en fonction du territoire entier de l'UE élargie.

76. Le représentant du Canada a approuvé les points soulevés par les trois délégations précédentes. Il a apprécié le fait que la CE essayait de remédier à la situation en invitant les parties à demander un réexamen sur la base du changement des circonstances. Toutefois, il jugeait un peu étonnant que l'UE ne procède pas elle-même à un réexamen en se fondant sur la modification du marché et, par conséquent, la question du dommage et, dans une certaine mesure, celle du dumping devraient être fondées sur l'élargissement du marché. Il a instamment demandé à l'Union européenne d'entreprendre ce réexamen. Il s'est déclaré convaincu que la question ne pourrait pas être traitée purement comme un point de fait, mais qu'il s'agissait plutôt du fondement juridique à partir duquel l'UE appliquait les mesures antidumping existantes au marché élargi.

77. Le représentant de la Corée s'est également joint aux autres orateurs pour exprimer ses inquiétudes concernant l'élargissement de l'UE et l'application automatique des droits antidumping aux nouveaux Etats membres. Il a noté que son pays nourrissait des inquiétudes particulières à ce sujet et souhaiterait mener des consultations bilatérales avec la Commission européenne.

78. Le représentant de Singapour a déclaré que les membres de l'ANASE partageaient les préoccupations exprimées par les orateurs précédents.

79. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que, de l'avis de celles-ci, l'incidence réelle de l'élargissement sur tout réexamen était dans ce cas infime, étant donné la dimension relative des marchés des nouveaux Etats membres et de la Communauté dans son ensemble. Bien que celle-ci soit désireuse de procéder à tout réexamen demandé, elle pensait que le réexamen automatique de toutes les mesures n'était pas nécessaire et imposerait un lourd fardeau non seulement à la Communauté mais également à l'ensemble des exportateurs. Tout exportateur qui estimait que son cas serait différent si les exportations à destination des trois nouveaux Etats membres étaient prises en considération pouvait demander un réexamen. Comme l'intervenant l'avait précédemment indiqué, les critères à satisfaire pour engager de tels réexamens seraient extrêmement souples. La Communauté procéderait à un réexamen si une demande en était faite et déterminerait si l'incorporation des exportations à destination des trois nouveaux Etats membres aurait une incidence sur les conclusions. L'intervenant a à nouveau souligné qu'à ce jour aucune demande de réexamen n'avait été reçue.

80. Pour conclure, il a exprimé le désaccord de la Communauté avec la délégation de Hong Kong. La Communauté estimait l'application des droits antidumping aux trois nouveaux Etats membres compatible avec l'article VI et l'Accord antidumping, car il s'agissait d'un point de fait plus que d'un point de droit.

81. Le représentant du Pakistan a remercié la délégation du Japon d'avoir soulevé cette question et a partagé l'avis de la délégation du Canada, selon lequel le réexamen ne devrait pas se faire au cas par cas, mais qu'il devrait s'agir d'un réexamen complet qui devrait être entrepris par l'UE même et non à la demande d'un Membre touché par les droits antidumping. Le Pakistan estimait qu'en particulier, l'effet sur les textiles et les vêtements ne serait pas négligeable car, dans certains pays, notamment la Suède, les exportations de certains textiles représentaient probablement plus que la totalité des importations provenant d'un pays à destination de toute l'Union européenne.

82. Le Président a proposé que le Comité prenne note des déclarations et revienne sur cette question, si une délégation le souhaitait.

83. Le Comité en a ainsi décidé.

L. Autres questions

84. Le représentant de Hong Kong a évoqué les obligations des Membres au titre de l'article 12 de l'Accord. Hong Kong souhaitait souligner l'importance de l'obligation énoncée à l'article 12, selon laquelle les autorités chargées de l'enquête devaient notifier aux Membres et aux autres parties intéressées qui avaient un intérêt en la matière l'ouverture d'une enquête et d'un réexamen en matière de droits antidumping ainsi que toute détermination préliminaire et finale. Hong Kong était d'avis qu'il était essentiel de ménager aux Membres faisant l'objet d'une enquête et de mesures antidumping la possibilité de défendre leurs intérêts conformément aux dispositions de l'Accord. L'article 12 constituait une sauvegarde importante de ce droit. Hong Kong espérait vivement que tous les Membres se conformeraient sérieusement à ces obligations.

85. Le représentant du Japon a souscrit aux vues exprimées par Hong Kong.

86. Le représentant de Singapour a observé que les pays de l'ANASE partageaient également l'opinion de la délégation de Hong Kong.

87. Le Comité a pris note des déclarations.

88. Le Président a rappelé que le Comité était convenu à sa réunion du 21 février 1995 que les réunions ordinaires se tiendraient normalement pendant la dernière semaine d'avril et d'octobre. En conséquence, il a proposé que la prochaine réunion ordinaire de ce Comité se déroule la semaine du 30 octobre 1995. Comme indiqué précédemment, une réunion extraordinaire du Comité, qui devrait se tenir conjointement avec une réunion extraordinaire du Comité des subventions, serait convoquée la semaine commençant le 17 juillet aux fins de l'examen des législations. Le Comité déciderait également à ce moment du futur calendrier des réunions extraordinaires destinées à l'examen des législations.

89. Le Comité en a ainsi décidé.

90. La réunion a été ajournée.